

11 ministres européens des Affaires étrangères demandent à l'UE de lister les options pour « décourager » l'annexion israélienne

15 juillet 2020



« Le temps presse », avertissent de hauts diplomates dans une lettre au chef de la politique étrangère de l'UE, appelant à des mesures concrètes qui « nous fourniraient une base solide pour de nouvelles discussions ».

« Le temps presse », avertissent de hauts diplomates dans une lettre au chef de la politique étrangère de l'UE, appelant à des mesures concrètes qui « nous fourniraient une base solide pour de nouvelles discussions ».

Onze ministres européens des affaires étrangères ont demandé à l'Union européenne de formuler rapidement une liste de réponses possibles à une annexion israélienne de certaines parties de la Cisjordanie.

Dans une lettre envoyée vendredi au chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, ils ont écrit que cela est essentiel, car « la fenêtre pour dissuader l'annexion se referme rapidement ».

La lettre, dont Haaretz a obtenu une copie, a été signée par les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Irlande, de la Belgique, du Luxembourg, de la Suède, du Danemark, de la Finlande, du Portugal et de Malte.

Ces ministres ont d'abord demandé à Borrell de formuler des réponses à une annexion israélienne lors d'une réunion non officielle avec lui le 15 mai. En réponse, il a ordonné à son personnel de préparer une liste de réponses possibles. Mais ce document, connu sous le nom de « document d'options », n'a toujours pas été complété et montré aux ministres des affaires étrangères qui l'ont demandé, se plaint la lettre.

« L'annexion possible par Israël de parties du territoire palestinien occupé reste un sujet de grave préoccupation pour l'UE et ses États membres », ont écrit les ministres. « Comme vous l'avez mentionné dans vos déclarations du 4 février 2020 et du 18 mai, l'annexion par Israël de parties du territoire palestinien occupé serait une violation du droit international ».

Ils ont dit comprendre que le document sur les options « est une question sensible et le calendrier est important, mais le temps est également court. Nous craignons que la fenêtre pour dissuader l'annexion se referme rapidement ».

« Il est important de clarifier les implications juridiques et politiques de l'annexion », ont-ils poursuivi. « C'est pourquoi nous aimerions voir un document, rédigé en étroite consultation avec la Commission, qui donne un aperçu des relations UE-Israël, une analyse des conséquences juridiques de l'annexion, ainsi qu'une liste des actions possibles en réponse à celle-ci, y compris les déclencheurs automatiques de tous les accords UE-IL et les responsabilités respectives de la Commission. Un tel document d'options contribuerait également à nos efforts pour dissuader l'annexion ».

« Nous pensons qu'il est important et opportun de présenter le document d'options, car il nous fournirait une base solide pour la poursuite des discussions », ont-ils conclu.

Depuis que le premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé son intention de commencer à annexer des parties de la Cisjordanie le 1^{er} juillet, sur la base du plan proposé par l'administration Trump, l'UE s'efforce d'empêcher une telle mesure. Elle fait valoir que l'annexion violerait le droit international et mettrait fin à toute possibilité de solution à deux États basée sur les lignes de 1967.

Bien qu'il y ait un consensus presque unanime contre l'annexion parmi les États membres de l'UE - la seule exception est la Hongrie, qui est restée vague sur la question - l'union n'a toujours pas décidé exactement comment réagir si cela devait se produire.

Les 11 pays représentés par les signataires de la lettre ont adopté la ligne la plus agressive sur la question. Depuis des mois, ils réclament une discussion approfondie sur la manière dont l'annexion affecterait les relations de l'UE avec Israël, c'est-à-dire sur les mesures punitives que l'UE prendrait.

L'Allemagne, bien qu'elle s'oppose également avec véhémence à l'annexion, s'est abstenue de rejoindre ce groupe, à la fois en raison de ses relations particulières avec Israël et de son rôle actuel de président tournant de l'UE.

Lors de discussions internes à l'UE, diverses mesures punitives ont été proposées, y compris interdire à

Israël d'adhérer aux accords de l'UE, le refus de tout nouvel accord de coopération, le renforcement de la différenciation entre Israël et les colonies et l'application accrue des règles de l'UE régissant les produits des colonies.

Dans le cadre des efforts déployés par l'Europe pour empêcher l'annexion, plusieurs dirigeants européens ont téléphoné à Nétanyahou ces dernières semaines pour l'exhorter à mettre un terme aux démarches en vue de l'annexion. Parmi eux figurent la chancelière allemande Angela Merkel, le président français Emmanuel Macron et le premier ministre britannique Boris Johnson. Ces appels téléphoniques s'ajoutent à l'opposition qu'ils ont exprimée dans les lettres officielles envoyées lors de la prestation de serment du gouvernement au printemps dernier.

La réponse de Nétanyahou à ces trois personnalités est qu'il considère le plan Trump comme un plan de paix réaliste et qu'il est prêt à négocier avec les Palestiniens sur cette base.

Lire aussi : [Traduction : AFPS](#)

- **Emplacement :** [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Palestine : NON à l'annexion israélienne !](#) >
- **Adresse de cet article :**
<https://plateforme-palestine.org/11-ministres-europeens-des-Affaires-etrangeres-demandent-a-l-UE-d-e-lister-les>